

SID AHMED, Abdelkader. *Un projet pour l'Algérie. Éléments pour un réel partenariat euro-méditerranéen* Paris, Publisud, 1995, 95p.

André Joyal

Volume 27, numéro 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703616ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703616ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1996). Compte rendu de [SID AHMED, Abdelkader. *Un projet pour l'Algérie. Éléments pour un réel partenariat euro-méditerranéen* Paris, Publisud, 1995, 95p.] *Études internationales*, 27(2), 452–455.  
<https://doi.org/10.7202/703616ar>

à Daniel Colard, il a analysé les ambitions et les réalités des rapports entre la France et l'Afrique du Sud. Ainsi, selon ce dernier, la France ne s'est associée que progressivement à partir de 1966 à la politique de sanctions de la communauté internationale. La période entre 1975 et 1990 fut marquée par le durcissement et la radicalisation de la politique française : condamnation de l'apartheid, défense des droits de l'homme, soutien à la lutte contre la discrimination, la ségrégation et le racisme. Avec l'Afrique du Sud démocratique et pluriracial, Paris tente depuis 1990 de mettre plus de contenu dans ses rapports économiques avec Prétoria. Le volume des échanges économiques entre les deux pays n'est pas important en comparaison avec celui des autres pays développés.

L'influence de l'Afrique du Sud en Afrique australe a fait l'objet de trois articles. Stéphane Char a évoqué le rôle joué par Prétoria dans le règlement du conflit angolais en encourageant Jonas Savimbi à négocier avec les autorités de Luanda, notamment à accepter les résultats des élections de septembre 1992. Philippe Richard a très bien illustré le rôle de « captif volontaire » joué par le Swaziland face à l'Afrique du Sud. De par sa situation géographique et l'importance de sa dépendance économique, Prétoria a « clientélisé » le comportement politique du royaume de Swaziland qui a commencé à craindre la fin de son isolement : « La réouverture de la nouvelle Afrique du Sud heurte l'économie swazie du fait que les investisseurs potentiels peuvent désormais imaginer placer leurs investissements en Afrique du Sud, alors qu'auparavant le Swaziland était politiquement une

meilleure place puisqu'il présentait les mêmes avantages géographiques que l'Afrique du Sud, mais n'était pas soumis aux limitations imposées par les sanctions internationales. » p. 100

Le pouvoir politique et économique de la nouvelle République de l'Afrique du Sud démocratique et pluriraciale en Afrique australe ne fait aucun doute. La suppression des sanctions internationales va lui permettre de relancer son économie qui sera certainement bénéfique à toute la région en favorisant une intégration plus harmonieuse, au niveau économique, politique et social.

La parution de ce premier cahier est une très bonne contribution à la compréhension de l'évolution globale de l'Afrique australe. C'est un très bon ouvrage de synthèse même si quelques-uns des articles sont trop brefs.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École Nationale d'Administration  
Cotonou, Bénin*

### **Un projet pour l'Algérie. Éléments pour un réel partenariat euro-méditerranéen**

*SID AHMED, Abdelkader. Paris,  
Publisud, 1995, 95p.*

Ceux pour qui l'Algérie fait surtout penser aux assassinats de journalistes ou d'Occidentaux de la part des « fous de Dieu », risquent ici de ne pas trouver leur compte. Cet ouvrage n'est pas pour eux. La conjoncture politique est totalement absente de ce modeste volume. Son auteur s'en tient uniquement aux stratégies économiques susceptibles d'apporter une réponse à la lancinante stagnation que le pays connaît depuis trop longtemps

et qui n'est pas étrangère aux événements tragiques devenus, hélas, trop familiaux.

Abdelkader Sid Ahmed est chercheur à l'ORSTOM tout en étant associé à l'IREMAM, sigles que l'éditeur n'a pas cru bon de définir. On comprend un peu mieux lorsque l'on indique qu'il est aussi enseignant à l'IEDES-Université Paris-Sorbonne. Rédigées au début de 1995, ces réflexions sur les remèdes à la « crise algérienne » sont issues d'une mission effectuée en 1992 ayant donné lieu à un certain nombre de rencontres avec le regretté président Boudiaf, à qui le livre est dédié. Conscient de la nécessité de rappeler le rôle crucial que prend la dimension historique dans les phénomènes liés au développement, Sid Ahmed en fait la trame de son essai. On retrouve donc, ici et là, des références à l'économiste argentin Prébisch, malgré les distances que prend l'auteur envers celui pour qui le sous-développement résulte de la rupture structurelle historique entre le centre et la périphérie.

Après un long avant-propos, l'ouvrage débute à la page 29 par une presque aussi longue introduction qui lance l'interrogation : Existe-t-il une sortie économique de la crise algérienne ? L'auteur, dans ces pages, tente de fournir une réponse.

Fière de son pétrole, à l'instar d'autres économies également avantageuses à ce chapitre, l'Algérie s'est lancée moins de dix ans après son accession à l'indépendance dans une ambitieuse politique d'investissements. Il s'agissait d'assurer les arrières lorsque les réserves en hydrocarbures seraient épuisées. Entre 180 et 200 milliards de dollars ont été ainsi

investis durant une période de près de 30 ans dont la moitié dans le secteur de la transformation des produits du pétrole. Avec les années, l'Algérie est ainsi devenue le premier exportateur de gaz naturel du monde. En ce qui regarde les aspects qualitatifs, l'espérance de vie a fait un saut très substantiel avec un taux de mortalité qui a chuté de 300 % toujours pendant une période s'étendant sur trois décennies. De 1962 à 1986 le revenu réel *per capita* fut multiplié par trois malgré un des taux de croissance démographique le plus élevé du monde (3,2 % jusqu'en 1988). Mais, par la suite, la tendance s'inverse. Les indicateurs reflètent une réalité beaucoup moins favorable. Pourquoi ?

Pour l'auteur, ce retournement s'explique par des éléments liés à la nature de la stratégie de développement retenue : valorisation des ressources naturelles confortée par la nationalisation des hydrocarbures et par le réajustement des prix du pétrole (1973-74). L'attention concentrée envers l'exportation d'hydrocarbure aurait eu pour conséquence la négligence d'autres secteurs d'activité qui auraient assuré un développement plus équilibré. Comme le remarque l'auteur, un certain volontarisme teinté de mégalomanie a laissé croire que le développement pouvait s'acheter en court-circuitant le temps tout en pouvant échapper à certaines contraintes dont celles liées à la capacité d'absorption limitée de l'économie. Il en est résulté une explosion des importations : près de 800 % entre 1970 et 1979. Ce à quoi s'est rapidement ajoutée une pénurie de personnel qualifié, des insuffisances marquées du côté de la gestion des divers projets tou-

jours plus nombreux, des retards dans les différents types d'infrastructure et une inflation de plus en plus difficile à contenir. On aurait donc aujourd'hui, comme l'écrit l'auteur, un pays en panne à mi-chemin du processus prévu. L'inévitable engagement dans une restructuration drastique de l'économie, accompagné de fortes restrictions budgétaires vont forcer le pays à réduire massivement le niveau de l'emploi et le revenu réel de la grande majorité des Algériens.

Dans un tel contexte peut-on parler de marge de manœuvre de la part des autorités politiques? C'est au chapitre III que Sid Ahmed s'interroge sur la stratégie économique la plus opportune. Refusant d'endosser les canons idéologiques de la Banque mondiale et autres FMI, en considérant les carences du marché comme étant un véritable obstacle au développement, l'auteur formule une hypothèse. À ses yeux, comme le montre l'expérience des économies du Sud-Est asiatique, l'intervention de l'État s'impose pour réorienter de façon significative le secteur de la transformation. Ceci, moins par la nécessité de se prémunir contre une inexorable détérioration des termes de l'échange que pour effectivement contrer les carences du marché.

Parmi ces carences on trouve les effets d'apprentissage, (faible retombées des technologies en place) les marchés des capitaux et de produits et le marché du travail. Avec raison l'auteur insiste fortement sur le fait que le problème central du développement – en Algérie comme ailleurs – est celui de l'acquisition de l'information concernant la technologie, les choix de production, les modes de production des biens sélectionnés et

du mode d'acquisition de la technologie. En présence des carences du marché, l'État doit trouver un mode d'intervention qui fait appel à la flexibilité.

Ici, on a du mal à faire les rapprochements avec la réalité algérienne même si en principe, des enseignements de l'extérieur peuvent servir. En effet, à plusieurs occasions, l'auteur se rapporte à l'exemple de la Silicon Valley en tant que milieu industriel dont la flexibilité a longtemps constitué la marque de commerce. Bien sûr, il y a des leçons intéressantes à puiser dans cet exemple ou parmi celui qui caractérisait si bien il y a encore une dizaine d'années ce que l'on a qualifié de troisième Italie. On est loin ici du modèle des années 60 qui s'appuyait sur la grande entreprise que certains ont désigné comme étant des «cathédrales dans le désert». Et c'est bien ainsi. Mais au lieu de puiser des exemples dans les pays fortement industrialisés, il serait sûrement préférable de se rapporter à ceux qu'offrent des pays «frères» comme le Maroc et la Tunisie où certains savoir-faire locaux donnent lieu à des formes originales et salutaires de développement par une alliance entre les économies formelle et informelle.

Dans une courte conclusion, après avoir fait le résumé de l'ensemble de ses observations, l'auteur plaide en faveur d'une réforme de l'État algérien allant dans le sens du vrai (*sic*) État-développementaliste. À ses yeux, le succès des économies asiatiques constituerait rien de moins que l'innovation institutionnelle clé. Reste à voir si l'élection de novembre dernier au suffrage universel du président de la République constitue dans

une certaine mesure un premier pas en ce sens.

André JOYAL

*Département d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

**Quatre Présidents et l'Afrique,  
De Gaulle, Pompidou,  
Giscard d'Estaing, Mitterrand.**

WAUTHIER, *Claude*. Paris, Seuil,  
1995, 732p.

Cet ouvrage comprend quatre parties. Chacune d'elles est consacrée à l'un des quatre Présidents de la v<sup>e</sup> République : de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand. C'est l'examen des rapports franco-africains à travers des acteurs importants entre 1958 et 1995.

La première partie de cet ouvrage a été consacrée à de Gaulle. Principal acteur du repli de la France sur l'empire durant la Deuxième Guerre mondiale et de la représentation des Africains au sein de la première Assemblée Constituante, il a exercé une très grande influence sur les Africains, partenaires volontaires et obligés de la politique africaine de la France.

Le premier septennat de de Gaulle fut marqué par la décolonisation en Algérie et la position à adopter par Paris à savoir «si les liens fédéraux (confédéraux) devaient être établis directement entre les ensembles régionaux et la France ou bien directement entre chaque territoire et l'ex-métropole» p. 80. Un collaborateur discret et controversé de cette politique africaine fut Jacques Foccart, secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches. Il a été souvent mis en cause dans des affaires pas tou-

jours claires : la mort de Félix Mounié et de Patrice Lumumba, l'assassinat de Sylvanus Olympio et l'Affaire Ben Barka entre autres.

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée au septennat de Pompidou. Ancien directeur de cabinet et Premier ministre de de Gaulle, il devint Président de la République française en 1969. Le début de son mandat fut marqué par la dévaluation de 12,5 % de la zone franc, ce qui eut pour conséquences de faire décrocher les monnaies du Maroc, d'Algérie et de la Tunisie du franc français. À son septennat furent rattachés le règlement de l'affaire biafraise, l'affaire Arche de Noé qui permit aux services secrets israéliens de prendre possession de cinq bâtiments de guerre, la normalisation des relations entre la France et le Maroc, la vente de Mirages français à la Libye. Son mandat a été aussi marqué par les tentatives de révision des accords de coopération franco-africains, l'élargissement des cadres de consultation avec les partenaires africains par la création de l'Agence de coopération culturelle et technique et le sommet franco-africain des chefs d'État.

Les onze chapitres consacrés à Giscard d'Estaing dans la troisième partie de l'ouvrage ont couvert des sujets très divers dont certains retiennent l'attention : le sacre et les diamants de Bokassa, la guerre civile au Tchad et l'affaire Claustre, Kolwezi, Sékou Touré et la coopération avec l'Afrique. Au début de son septennat en 1974, le nouveau Président prit l'initiative de la relance de la coopération avec l'Afrique en congédiant Jacques Foccart, en rétablissant le Ministère de la coopération et en en-